

« Verhofstadt II va durcir la précarité »

*Les syndicats ont déjà manifesté contre l'exclusion des chômeurs. Avec Ecolo et la société civile, ils reviendront à la charge le 1er mai pour tenter d'inviter le PS à revoir le plan du gouvernement.*

Stop à la chasse aux chômeurs ! Ce cri de ralliement annonce un Premier Mai combatif. Une plate-forme s'est constituée pour jeter des poignées de sable dans la mécanique de contrôle et d'exclusion des chômeurs. Elle s'attaque au projet du ministre SP.A de l'Emploi, Frank Vandebroucke, avalisé par la majorité libérale-socialiste au conseil de Petit-Leez.

Plusieurs centrales et régionales CSC et FGTB, le parti Ecolo, des associations (Attac Wallonie-Bruxelles, Ligue des Familles, Ligue des droits de l'homme, Fédération des étudiants francophones, etc.) ont rallié la plate-forme, lancée par le collectif « Solidarité contre l'exclusion ».

Le Premier Mai, *qui est la fête de tous les travailleurs, même privés d'emploi*, le collectif organisera une marche à Bruxelles, tiendra meeting et ralliera la fête militante de la FGTB. D'autres actions se dérouleront à Liège, Charleroi et La Louvière. Cette mobilisation contre un plan applicable dès juillet ne vient-elle pas trop tard ? Non, affirment ses porte-paroles. *Objet d'un accord de coopération, le plan doit être soumis au vote des parlements régionaux. Nous comptons convaincre des parlementaires progressistes de s'en désolidariser.*

Dénoté « plan d'accompagnement », le dispositif violet vise, selon Frank Vandebroucke, à épauler les chômeurs dans leurs recherches d'emploi... Riposte irritée des organisateurs : *C'est un mensonge ! Il vise à forcer les chômeurs à se jeter sur des emplois au rabais pour éviter de trébucher dans la précarité. Dire que c'est le début du contrôle des chômeurs, c'est un second mensonge. En 2003, on a sanctionné plus de 30.000 chômeurs, dont 8.359 ont été exclus en fonction de leur durée du chômage. Réservée aux cohabitants, l'exclusion va être étendue aux chefs de ménage et aux isolés. Or, en dix ans, la proportion de chômeurs qui tombent sous le seuil de pauvreté a déjà grimpé de 28 % à 47 %.*

Pour Felipe Van Keirsblick (Solidarité contre l'exclusion), ce plan relève d'une mécanique qui sape progressivement les droits sociaux : *On a déjà transformé le droit au minimex en contrat conditionnel. On remplace le pointage par un contrôle individualisé des chômeurs. Les gens coincés dans la précarité seront forcés d'accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelles conditions. Après quoi, le gouvernement s'attaquera aux prépensions. Bref, on précarise aux marges afin de faire baisser les salaires au coeur du marché de l'emploi.*

Le plan relève-t-il d'une volonté des partis flamands de tordre le cou aux abus wallons ? Pour Jean-Marie Coen (Attac), il découle surtout d'une stratégie européenne. *En vertu du « processus de Lisbonne », destiné à faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde, on doit désormais mériter les droits sociaux, comme autant de privilèges. En Allemagne, en France, aux Pays-Bas ou en Belgique, la chasse aux chômeurs est ouverte. Pour Van Keirsblick, le sort réservé aux chômeurs risque de peser dans la balance électorale : Nous craignons que l'organisation et le durcissement de la précarité dopent les scores de l'extrême droite aux régionales. Les victimes du chômage, stigmatisées, menacées d'être complètement larguées, auront la tentation de dire, dans l'isolement, « merde à la démocratie ».*

**Bénédicte Vaes**